

Le Figaro

Le Monde

Libération

La Croix

Page: 6

PROFIL PASCAL LAMY, UN SOCIALISTE EUROPÉEN

Ce commissaire qui donne des leçons d'orthodoxie budgétaire à Jean-Pierre Raffarin n'est pas un militant du pacte de stabilité : Pascal Lamy estime que la politique européenne doit être plus favorable à la croissance, et que le pacte doit être aménagé dans ce sens, ce qui est conforme à la motion votée par le dernier congrès du Parti socialiste - auquel il appartient depuis 1971. Mais il estime qu'en attendant, la France doit rester fidèle aux engagements qu'elle a contractés.

Il faut dire que M. Lamy a étroitement participé à la relance de la construction européenne, dans les années 1980. Lorsque la gauche arrive au pouvoir, en 1981, elle recrute ce jeune inspecteur des finances, alors âgé de 34 ans. M. Lamy devient directeur-adjoint du cabinet de Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, qui plaide pour que la France ne sorte pas du système monétaire européen (SME). En 1983, lorsque le gouvernement prend son grand tournant européen, il est dépêché au cabinet du premier ministre, Pierre Mauroy.

En 1985, Jacques Delors le fait venir à Bruxelles, où il a été nommé président de la Commission. Pendant neuf ans, M. Lamy sera son plus proche collaborateur. Ensemble, ils préparent l'Acte unique, qui permet de réaliser le grand marché intérieur, et de donner à la Communauté la capacité de progresser vers l'Union économique et monétaire. Ils s'efforcent de promouvoir des normes sociales communes, en confiant aux partenaires sociaux un rôle de législateurs. Comme M. Delors, M. Lamy est un social-démocrate, partisan d'une économie de marché régulée. Ce positionnement lui vaut d'être aujourd'hui proche de Michel Rocard ou de Dominique

Strauss-Kahn, qu'il côtoie au sein du club Socialisme et démocratie.

M. Lamy, qui maîtrise parfaitement l'anglais, pour l'avoir régulièrement pratiqué pendant son enfance, a aussi été le « sherpa » de Jacques Delors au G7 : avec ses collègues des autres grands pays industrialisés, il prépare les sessions au sommet, et instruit de façon continue les grands dossiers commerciaux.

Après un passage au Crédit lyonnais, il est nommé commissaire européen, chargé du commerce international, sur proposition de Lionel Jospin, en 1999. Porte-parole de l'Union européenne au sein de l'Organisation mondiale du commerce, il est le bouc émissaire des altermondialistes, qu'il rencontre toutefois régulièrement pour confronter son point de vue au leur.

Rafaële Rivaïs